

Un nouveau projet de loi contre le blocus de Cuba est introduit au Congrès des États-Unis

Image not found or type unknown



Photo: Prensa Latina

La Havane, 31 mai, (RHC)- Bobby L. Rush, élu démocrate à la Chambre des Représentants des États-Unis, a présenté le projet de loi HR-3625, visant à éliminer le blocus économique, commercial et financier, ainsi que les autres sanctions dont Washington frappe encore Cuba.

La proposition a été renvoyée aux commissions des moyens et arbitrages, de l'énergie et du commerce, du pouvoir judiciaire, de l'agriculture et des services financiers, selon le site web de la Chambre des Représentants.

À des fins similaires, plusieurs sénateurs des deux partis ont récemment présenté une initiative pour que le Congrès lève les sanctions unilatérales que Washington impose à l'île des Caraïbes depuis plus de six décennies.

Les démocrates Amy Klobuchar et Patrick Leahy, ainsi que le républicain Jerry Moran ont présenté la loi sur la liberté d'exporter à Cuba, qui, selon eux, vise à ouvrir la voie à de nouvelles opportunités économiques pour les entreprises et les agriculteurs des États-Unis.

Ce projet de loi est également conçu pour permettre aux Cubains d'avoir un meilleur accès aux produits des États-Unis.

Si elle est adoptée, la loi abrogera les principales dispositions antérieures qui empêchent les Nord-américains de faire des affaires à Cuba, mais elle ne supprime pas les sections de la législation qui traitent de certaines plaintes relatives aux droits de l'homme ou à la propriété contre le gouvernement cubain.

«Ce projet de loi mettrait fin à une politique de sanctions unilatérales malavisée et ratée qui nuit au peuple cubain et escroque les entreprises et les travailleurs nord-américains», a signalé Patrick Leahy dans une déclaration publiée sur son site Web.

Entre autres dispositions, le projet de loi sur la liberté d'exporter à Cuba abrogerait les restrictions légales existantes sur les affaires avec la nation des Caraïbes, ainsi que d'autres statuts qui interdisent les transactions entre les entreprises nord-américaines ou ses filiales à l'étranger et Cuba.

Cuba présentera le 23 juin prochain devant l'Assemblée générale des Nations Unies la résolution qu'elle fait voter chaque année pour demander la fin du blocus.

Depuis le 24 novembre 1992, ces résolutions sont votées à la majorité écrasante.

Lors du dernier débat sur une motion de l'ONU contre cette mesure punitive en novembre 2019, le texte a obtenu le soutien de 187 des 192 pays membres.

Le président Joe Biden, le secrétaire d'État Antony Blinken et d'autres membres de l'administration ont répété que Cuba n'était pas une question prioritaire pour son gouvernement et, après presque cinq mois au pouvoir, les 243 mesures punitives imposées par le précédent chef de la Maison Blanche pour renforcer le blocus restent intactes.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/259165-un-nouveau-projet-de-loi-contre-le-blocus-de-cuba-est-introduit-au-congres-des-etats-unis>



Radio Habana Cuba